

N-VA et PS peuvent-ils s'entendre ? Demandez le programme

Nous avons demandé à trois politologues, Pascal Delwit, Carl Devos et Pierre Vercauteren, d'imaginer, malgré tout, des terrains d'entente entre N-VA et PS...



Pascal Delwit (ULB).
© ALAIN DEWEZ



Pierre Vercauteren (UCLouvain-Mons).
© ERIC GHISLAIN



Carl Devos (UGent).
© DOMINIQUE DUCHESNES

ANALYSE

DAVID COPPI

Tout les oppose. Presque tout. Nous avons demandé à trois politologues d'explorer cet espace infime où PS et N-VA pourraient s'entendre, malgré tout. Pascal Delwit (ULB), Pierre Vercauteren (UCLouvain-Mons) et Carl Devos (Université de Gand) se livrent à l'exercice : sur quels sujets, dans quels domaines, nationalistes flamands et socialistes francophones pourraient-ils conclure, du moins converger ?

1

Un plan d'investissement et de relance

Extrêmement dubitatif à propos de tout rapprochement entre N-VA et PS, Pascal Delwit n'imagine pas moins le

très improbable gouvernement fédéral (ajoutez SP.A, VLD ou CD&V, et le MR) entreprendre un vaste « plan d'investissement et de relance » ; lequel concrétiserait, en quelque sorte, le projet de Charles Michel sous la suédoise, resté dans les cartons. « N-VA et PS ont à eux deux, si l'on additionne les forces, d'importants relais dans les mondes patronal, syndical et universitaire, qu'ils pourraient mobiliser pour adhérer à un pacte visant à booster l'économie des Régions et du pays, en partie via des investissements publics – le privé est demandeur, des patrons se sont déjà exprimés dans ce sens dans les médias –, même si les difficultés ne manquent pas évidemment, en termes d'arbitrages, de choix des priorités, etc. »

Carl Devos est dans le ton lorsqu'il nous explique à son tour que PS et

N-VA seraient « à même de mettre en œuvre de nouveaux investissements dans les infrastructures au sens général, dans la mobilité, et aussi, parallèlement, dans le domaine de la sécurité, pour renforcer la police et la justice ».

Ce plan d'investissement et de relance représenterait le cœur du réacteur. Le point fort du (très présumé) programme gouvernemental.

2

Le travail budgétaire

Carl Devos croit possible de marier un parti (la N-VA) qui veut réduire les dépenses et un autre (le PS) qui veut diversifier les sources de revenus pour l'État (fiscalité du capital), et n'exclut pas, sur ce registre, que les deux puissent trouver un équilibre « entre la

lutte contre la fraude sociale d'un côté et la lutte contre la fraude fiscale de l'autre ». Pour sa part, Pascal Delwit voit dans le PS et la N-VA « deux partis qui ont une grosse expertise en matière de travaux budgétaires, avec des équipes de conseillers, des chefs de cabinets, et des relais importants, on l'a dit déjà, dans les milieux sociaux, syndicaux et patronaux ; ce sont autant de paramètres importants pour s'orienter dans la situation budgétaire du pays ».

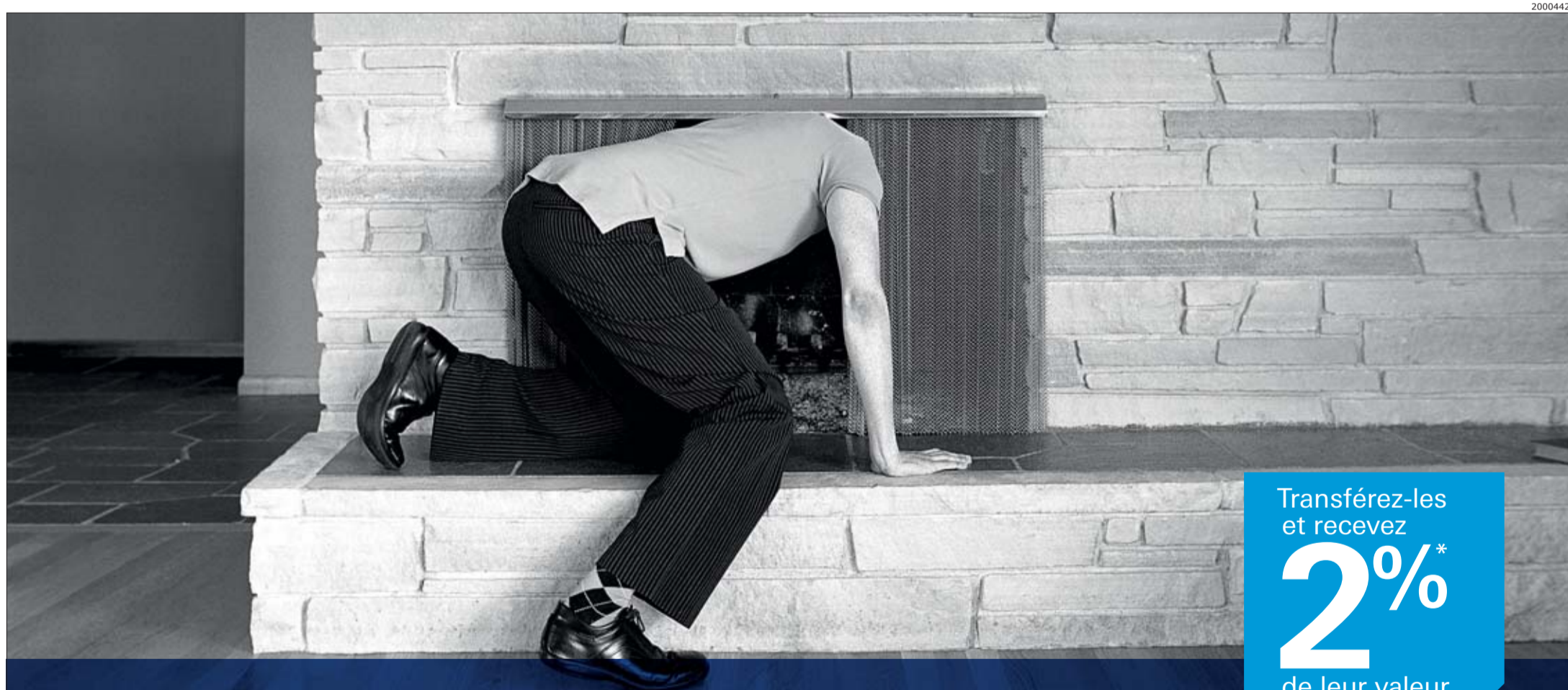
3

La politique de migration

Deux politologues, Pierre Vercauteren et Carl Devos, n'excluent pas que N-VA et PS puissent engager ensemble une politique migratoire et d'asile « stricte » (dixit Carl Devos). Pierre Vercauteren : « En tout cas, ces deux formations politiques ont, à droite et à gauche, des électeurs populaires très en demande de règles claires, d'un cadre rassurant pour tous », en termes de sécurité mais aussi de cohésion sociale. Une demande « forte » qui « peut pousser les deux partis à s'entendre sur une politique équilibrée et clairement délimitée ». Sans Theo Francken ? En tout état de cause, pour Pascal Delwit, ce sera sans lui sinon rien : « Le PS, j'en ai la conviction, n'acceptera jamais de voir l'ex-secrétaire d'État à l'Asile et la Migration détenir l'un ou l'autre portefeuille ministériel dans ce – très théorique, rappelons-le – gouvernement fédéral. »

Réforme de l'État, septième

Carl Devos et Pierre Vercauteren s'avancent sur ce terrain miné : l'institutionnel. Les deux politologues jugent que les partis dominants au nord et au sud du pays, dans une sorte de donnant-donnant « clarificateur » (dixit Pierre Vercauteren), sont à même d'entreprendre une réforme de l'État qui viserait, d'une part, à affirmer et renforcer un peu plus le rôle des Régions dans l'État fédéral, notamment en clarifiant la répartition des compétences (sans, toutefois, confédéraliser le pays) et, de l'autre, à ajuster les modes de financement des entités fédérées – on se souviendra à cet égard qu'Elio Di Rupo, dans une interview au quotidien *L'Echo* durant la campagne, avait indiqué que la loi de financement actuellement en vigueur défavorisait le sud du pays. D.C.I.



Transférez-les
et recevez
2%*
de leur valeur
(jusqu'à 10.000€ de prime)

Ne cherchez plus.

Seule 1 banque combine ces 3 atouts pour vos fonds d'investissement.

- 1 1800 fonds rigoureusement sélectionnés auprès des 30 gestionnaires de renom
- + 2 Conseillers dédiés et hautement qualifiés pour guider vos choix
- + 3 Frais d'entrée parmi les plus bas du marché

Deutsche Bank

*Offre soumise à conditions. Souscrivez avant le 31/12/2019 (sauf clôture anticipée) et recevez une prime de 2% (avec un maximum de 10.000€) sur la valeur des parts de fonds transférées avant le 31/12/2019 auprès de Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles. Non-valable sur les parts de fonds monétaires et de fonds négociés en bourse (notamment ETF et trackers). Offre sous réserve d'acceptation de votre dossier par Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles. Pour plus de détails concernant l'offre, vous pouvez consulter le règlement sur notre site internet deutschebank.be, dans nos Financial Centers ou au 078 156 157. Deutsche Bank AG, 12, Taunusanlage, 60325 Frankfurt-sur-le-Main, Allemagne, RC Frankfurt-sur-le-Main n° HRB 30000. Deutsche Bank AG Succursale de Bruxelles, 13-15 avenue Marnix, 1000 Bruxelles, Belgique, RPM Bruxelles, TVA BE 0418.371.094, IBAN BE03 6102 0085 7284, IHK D-H0AV-LD-HOD-14. E.R. : Steve De Meester